

«Le financement populaire, c'est une fiction»

Benoit Labonté s'explique

23 octobre 2009 | Jeanne Corriveau | Montréal

Montréal est sous l'emprise d'un système mafieux, soutient Benoit Labonté. Dans une longue entrevue accordée à Radio-Canada diffusée hier soir, l'ex-numéro deux de Vision Montréal s'est vidé le coeur. Le politicien déchu a décrit l'existence de ristournes accordées par des sous-traitants de la Ville au profit d'élus et de fonctionnaires et il a levé le voile sur des pratiques, légales mais douteuses, entourant le financement des partis politiques.

Benoit Labonté a reconnu avoir menti concernant les liens qu'il entretenait avec l'homme d'affaires controversé Tony Accurso. Il dit l'avoir fait pour protéger Louise Harel, qui brigue la mairie de Montréal, mais également parce qu'il craignait des représailles. Il a affirmé regretter «profondément» d'avoir ainsi menti.

«J'ai effectivement eu des rencontres avec Tony Accurso», a-t-il avoué à la journaliste Marie-Maude Denis lors d'une entrevue enregistrée mercredi. La première rencontre a eu lieu à la mi-mars 2008, à l'occasion d'un souper. Mais jamais, affirme-t-il, les deux hommes n'ont discuté d'argent. Il soutient n'avoir jamais reçu d'argent des mains de M. Accurso ou de tout autre homme d'affaires qu'il a rencontré. Ces entrepreneurs ont versé de l'argent à des membres de son entourage, a-t-il toutefois admis.

S'il a décidé de se confier, c'est qu'il souhaite «laver sa réputation» et soulager sa conscience: «Je ne vois pas pourquoi l'individu Benoit Labonté, qui est juste un joueur dans tout ça, serait le seul bouc émissaire de tout un système qui est à repenser au niveau du financement des partis politiques».

Selon lui, plusieurs informations rapportées dans les médias à son sujet au cours de la fin de semaine dernière sont erronées. À titre d'exemple, il nie avoir manipulé des enveloppes contenant des liasses de billets. S'il reconnaît avoir eu des contacts avec M. Accurso par le biais de son téléphone portable au début de 2009, il s'étonne du fait que ces informations aient pu se retrouver entre les mains d'un journaliste. Toujours maire de l'arrondissement de Ville-Marie, il a demandé une vérification interne.

Benoit Labonté soupçonne certains de ses anciens collaborateurs d'être à la source des fuites aux journalistes. «C'est un assassinat politique dont j'ai été victime. C'était prémédité, planifié et bien orchestré», a-t-il dit. Selon lui, ces individus ont agi par «vengeance personnelle» et travailleraient aujourd'hui «directement ou indirectement» pour l'équipe du maire Tremblay.

Expulsé brutalement du parti par Louise Harel dimanche dernier, M. Labonté a décrit en long et en large les pratiques de financement des partis. Quoique légales, elles sont très discutables du point de vue de l'éthique. Il a confirmé l'utilisation de prête-noms dans le financement de Vision Montréal pour permettre la transformation de dons en argent comptant en contributions d'apparence légitime. «La

réalité, et c'est vrai dans tous les partis, au municipal, au provincial et au fédéral — il n'y a pas un parti qui fait exception —, c'est qu'il y a de l'argent qui se ramasse cash et il est donné à des prête-noms qui, eux, font un chèque personnel. [...] Tout le monde sait que ça se passe comme ça. Ça fait partie des règles non écrites. C'est un trou béant dans la loi.» Cette pratique a toujours cours à Vision Montréal, affirme-t-il.

Benoit Labonté soutient en avoir discuté avec Mme Harel il y a quelques jours. Celle-ci aurait reconnu l'existence de cette façon de faire dans sa formation, à Union Montréal, au Parti québécois et au Parti libéral, a-t-il dit. «Le financement populaire, c'est une fiction, c'est un système hypocrite. C'est vraiment un cancer répandu», a-t-il expliqué en suggérant que dans un proche avenir, l'État assure le financement des partis. Lors d'une rencontre éditoriale au Devoir mercredi, le maire Gérald Tremblay avait évoqué la même idée.

Benoit Labonté a financé sa campagne à la chefferie du printemps 2008 en utilisant ces stratagèmes, de façon tout à fait légale, insiste-t-il. Sa course au leadership a coûté environ 200 000 \$, a-t-il précisé: «J'ai eu la naïveté et l'idéalisme, en acceptant ces règles du jeu informelles, de penser qu'on pouvait quand même gagner et réformer le système de l'intérieur. Je me suis trompé», a-t-il déclaré.

L'ancien lieutenant de Louise Harel a aussi levé le voile sur un système de ristournes qui aurait été implanté à l'Hôtel de Ville. À la lumière d'informations qui lui ont été transmises, il a expliqué que quatre listes de fournisseurs (ingénierie et voirie, par exemple) de la Ville avaient été dressées par le parti au pouvoir. Les entreprises faisant partie de la première liste décrocheraient les contrats les plus lucratifs, selon lui. Il soutient qu'un certain Bernard Trépanier, ex-collecteur de fonds pour Union Montréal, faisait la tournée des entreprises pour réclamer 3 % de la valeur de ces contrats avant que ceux-ci soient octroyés. Selon lui, des élus et des fonctionnaires se partageraient ces ristournes, mais il n'a pas voulu les identifier par crainte de poursuites.

Il a dit en avoir parlé au maire Gérald Tremblay en août 2007 alors qu'il faisait toujours partie d'Union Montréal et qu'il siégeait au comité exécutif. «Gérald Tremblay a blanchi physiquement. Il est devenu pâle. Je n'ai pas eu l'impression qu'il devenait pâle parce que je lui apprenais quelque chose.[...] Il m'a regardé de façon candide et il m'a dit: "Tu sais Benoit, en politique municipale, c'est juste de ça".» Plus tard, Benoit Labonté ajoute: «Gérald Tremblay est un faux naïf.»

Lors d'un point de presse en soirée, le maire Tremblay a nié en bloc ces allégations de Benoit Labonté, les qualifiant de «rumeurs» et d'«insinuations sans fondement». Il n'existe pas de système de ristournes à l'Hôtel de Ville, et tous les fonds récoltés par son parti sont faits dans les règles, a-t-il affirmé. Le maire lui a reproché de ne pas avoir avisé la police en temps et lieu. «Je peux comprendre que Benoit Labonté soit dans un état esprit particulier, mais je ne peux pas accepter qu'il insinue que je cautionnais un système illégal. Benoit Labonté a des choses à se reprocher. Qu'il assume ses responsabilités.» Quant à Bernard Trépanier, il a quitté Union Montréal en 2006, a-t-il dit. M. Tremblay avait pourtant confié au Devoir mercredi qu'il entendait depuis 2001 des rumeurs au sujet d'enveloppes brunes circulant à l'Hôtel de Ville.

Quoi qu'il en soit, Benoit Labonté a affirmé qu'il était prêt à témoigner devant une commission d'enquête qui, selon lui, est maintenant indispensable.